

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BOGOTÁ

N° 14 – 7 avril 2022.

En bref

Le 31 mars dernier, le Conseil d'administration de la Banque centrale de la Colombie a décidé à 5 voix contre 2 de relever son taux directeur de 100 points de base, le portant à 5 %. Cette décision intervient 2 semaines après que la Réserve Fédérale américaine (Fed) a pris la décision de relever son taux directeur pour la première fois depuis 2018, le portant à 0,50 %. Malgré une hausse progressive de 325 pb en 6 mois, dont 200 pb depuis le début de l'année 2022, la Banque centrale colombienne peine à contrôler l'inflation, accentuée par les derniers événements en Europe. En effet, avec la guerre russo-ukrainienne, le secteur agro-alimentaire, qui dépend des importations d'engrais russes, enregistre une envolée de ses prix (23,3 % d'inflation annuelle fin février) et tire l'Indice des prix à la consommation (IPC) général à un taux en glissement annuel de 8,53 % à fin mars. Sur le mois de mars uniquement, le taux d'inflation mensuel s'élève à 1,0 %, porté par les prix du logement, de l'eau, de l'électricité et du gaz, en plus des denrées alimentaires. Il est attendu que les prix continuent leur trajectoire de croissance jusqu'à la fin du premier semestre 2022, et que l'inflation sur l'année calendaire soit de 5,3 %.

LE CHIFFRE À RETENIR

5 %.

C'est le nouveau taux directeur de la Banque centrale colombienne, relevé de 100 points de base le 31 mars dernier.

BOLIVIE

Le service de la dette extérieure a plus que doublé en 10 ans.

Selon les chiffres de la Banque centrale bolivienne (BCB), le service de la dette externe (capital et intérêts) est passé de 302 MUSD en 2010 à 815 MUSD en 2020. A noter que ce service de la dette externe porte très majoritairement (près de 88 % en 2020) sur des engagements honorés vis-à-vis des institutions multilatérales, notamment la Corporación Andina de Fomento (CAF), la Banque interaméricaine de développement (BID) et la Banque mondiale.

La rencontre entre Luis Arce et Alberto Fernandez aura lieu ce jeudi à Buenos Aires.

Le Président bolivien Luis Arce et son homologue argentin Alberto Fernandez doivent signer un nouvel avenant au contrat d'achat-vente de gaz bolivien par l'Argentine. Cette dernière souhaite recevoir davantage de volumes de gaz bolivien afin d'assurer son approvisionnement durant l'hiver 2022.

Le Fisc a collecté 24 MUSD au 1^{er} trimestre au titre de l'impôt sur les grandes fortunes.

L'impôt sur les grandes fortunes (IGF) est l'une des mesures instaurées par le Président Arce juste après son arrivée au pouvoir fin 2020. La collecte au premier trimestre 2022 au titre de

l'IGF a atteint 163 M de Bolivianos (24 MUSD ; +2,5 % par rapport à 2021), auprès de 206 contribuables inscrits auprès du Fisc.

COLOMBIE

Le taux de change peso / dollar est à son plus bas niveau en 9 mois.

Avec la guerre en Ukraine, la persistance des prix élevés du pétrole améliore considérablement les perspectives financières de la Colombie, notamment de son compte courant, dont le déficit pour 2022 a été réévalué à la baisse à 3,3 % de PIB par le FMI fin mars. En outre, la recomposition des portefeuilles financiers, qui se sont éloignés de la Russie pour s'orienter notamment vers l'Amérique latine, est un autre élément qui explique l'attractivité du peso colombien actuellement : en effet, avec la sortie de capitaux de la Russie, on assiste à un rééquilibrage de l'indice GBI-EM Global Diversified de JP Morgan, qui investit dans la dette souveraine en monnaie locale. Avec ce rééquilibrage, il est attendu en Colombie un flux d'investissement de 1,475 Md USD. Combinés aux résultats politiques où le candidat de droite Federico Gutiérrez remonte dans les sondages pour la présidentielle, tous les facteurs s'alignent pour une appréciation marquée du peso colombien (COP) sur le dollar américain. Ce dernier a atteint sa valeur la plus basse en 9 mois cette semaine, chutant à 3.690 COP / 1 USD le lundi. Ainsi, alors que le peso s'était dévalué de 0,77 % sur l'année 2021, il a connu une réévaluation de 6,89 % depuis le début de l'année 2022. En outre, depuis les élections du Congrès colombien, les indicateurs de risque ont chuté de 22 points de base.

En février, les exportations de charbon ont augmenté de 27 % en valeur mais se sont contractées en volume.

Le Département administratif national des statistiques (DANE) a révélé qu'en février, les exportations de charbon ont augmenté de 26,9 % en valeur, atteignant 564,5 MUSD. Pourtant, en volume exporté, elles se sont contractées de 38,7 %. La valeur du minerai a connu des variations importantes sur le mois de février en raison de la guerre en Ukraine, passant par des pics à 290 USD, et un prix moyen de 264 USD. Dans un contexte d'embargo européen sur les importations de charbon russe, récemment adopté par le Parlement européen, la Colombie envisage désormais d'augmenter ses exportations de charbon vers l'Allemagne, des suites d'une discussion entre le Président Duque et le chancelier allemand Scholz le 6 avril. Par ailleurs, l'Irlande a déjà repris ses importations depuis la Colombie, après 5 années d'arrêt, et la Pologne envisage également d'y recourir. Avec l'augmentation de la demande internationale, il existe cependant un risque de pénurie pour la consommation intérieure du pays, selon l'Association nationale des sociétés de production (Andeg).

En février, les exportations ont augmenté de 43 % pour atteindre 4,2 Mds USD.

En glissement annuel, les ventes à l'étranger de la Colombie en février ont augmenté de 43 % pour atteindre 4,2 Mds USD, selon le DANE. Les Etats-Unis ont été la principale destination des exportations avec une part de 26,6 %, le Panama occupant la deuxième place, suivi de la Chine et du Brésil. Parmi les produits exportés, on compte 14,7 M de barils de pétrole brut, un chiffre en

croissance annuelle de 32 %, tandis qu'en valeur, l'ensemble des exportations de combustibles ont augmenté de 48 % en un an. Les ventes de produits agricoles, d'aliments et de boissons s'élèvent quant à elles à 1 Md USD.

ÉQUATEUR

La voie est libre pour des négociations commerciales avec la Chine.

Le Comité du commerce extérieur équatorien (COMEX) a émis un avis favorable et a autorisé le début des négociations commerciales avec la Chine. En février 2022, un Accord d'entente (MoU), qui traçait une feuille de route avec l'objectif de parvenir à un Accord de libre-échange en 2023, avait été signé entre les deux pays au préalable. Les exportations équatoriennes vers la Chine ont représenté 4 Mds USD en 2021, se consolidant comme la destination principale des exportations équatoriennes après les Etats Unis. Les principaux produits d'exportation sont les crevettes, les minerais (or et cuivre) et du bois.

La croissance s'élevait à 4,1 % en 2021 et serait de 2,8 % en 2022.

La Banque centrale a communiqué ses prévisions pour 2022, qui intègrent l'impact économique entraîné par l'invasion russe en Ukraine et font état d'une croissance de 2,8 %, portée par l'investissement (+5 %), les exportations (+3,5 %) et la consommation des ménages (+4,1 %). En outre, elle a arrêté son estimation de croissance pour 2021 à 4,1 %. Les revenus du gouvernement ont par ailleurs augmenté de 29 % au premier trimestre 2022 (+609 MUSD) en raison de l'entrée

en vigueur de la réforme fiscale et de l'augmentation des prix du pétrole.

PÉROU

Pedro Castillo confine les 10 millions d'habitants de Lima-Callao avant de faire marche arrière.

Confronté au durcissement de la grève des transporteurs ayant donné lieu à des blocages de route et des violences dans le pays, le Président Castillo a annoncé lundi peu avant minuit une mesure de confinement général de la zone Lima-Callao pour le mardi 5 avril (de 2h à 23h59), afin de prévenir d'éventuels débordements. Edictée dans le cadre de l'état d'urgence en vigueur depuis début février, cette mesure a pris de court de nombreux habitants de la capitale. Largement perçue comme portant atteinte aux libertés, elle a fait l'objet de nombreuses critiques, de la part de personnalités de toutes tendances, d'institutions comme la Defensoria del Pueblo (Défenseur des droits), ou d'organisations de la société civile. Le Congrès a rapidement exigé son annulation tandis que le maire de Lima appelait à la démission du président. La mesure a d'abord été plutôt respectée, au vu notamment des rues désertes de Lima mardi matin ; la ligne 1 de métro et le Metropolitano (bus en site propre) ont fermé leurs portes, tandis que l'aéroport Jorge Chavez continuait à fonctionner. Néanmoins, de nombreux manifestants se sont rendus dans le centre de Lima en signe de défiance vis-à-vis de l'exécutif. En fin d'après-midi, le Président Castillo annonçait l'annulation du décret « d'immobilisation sociale obligatoire », après avoir rencontré la Présidente du Congrès et les groupes parlementaires. Selon l'estimation de la Chambre de commerce de Lima (CCL), les pertes

générees par ce confinement s'élèveraient à 1 Md PEN (268,8 MUSD).

Le gouvernement entend soutenir le pouvoir d'achat et favoriser la baisse des prix des carburants.

Paradoxalement, juste avant la mesure de confinement de Lima-Callao du 5 avril, l'exécutif avait annoncé des mesures destinées à soutenir le pouvoir d'achat et à faire baisser les prix des carburants. Une exonération de l'ISC (impôt sélectif à la consommation) sur les carburants, valable jusqu'en juin, a été mise en place par décret suprême (n°068-2022-EF); elle devrait induire une baisse de 20 % des prix à la pompe qui tardera toutefois à se matérialiser. Selon le Ministère de l'économie, cette mesure sera régulièrement évaluée et représente une perte mensuelle de recettes fiscales de 250 M PEN (67,2 MUSD). Par ailleurs, l'exécutif a annoncé une hausse de la Rémunération minimale vitale (RMV) au 1^{er} mai de 95 PEN (+10 %), la portant de 930 à 1025 PEN. Enfin, le gouvernement va envoyer au Congrès un projet de loi prévoyant une exonération de l'IGV (TVA péruvienne) pour une série de produits de première nécessité (poulet, œufs, pâtes, farine, sucre et produits carnés notamment), pour un coût fiscal mensuel de 50 M PEN. Plusieurs observateurs dont l'ex-Ministre de l'économie Alfredo Thorne ont critiqué cette mesure ainsi que celle sur les carburants, estimant qu'elle ne ciblait pas les personnes à faibles ressources.

SURINAME

Le gouvernement n'est pas encore parvenu à un accord sur la restructuration de sa dette.

Alors qu'une date limite avait été fixée au 31 mars 2022 pour achever les discussions avec les créanciers du Suriname et convenir d'un accord sur la restructuration de la dette du pays, le gouvernement a dû annoncer que ce n'était pas encore le cas. L'Association des économistes du Suriname (VES) a indiqué qu'il n'était pas encore possible de savoir si la responsabilité incombait au gouvernement ou bien au cabinet de conseil financier Lazard, contracté il y a un an pour accompagner le Ministère des finances et de la planification dans la restructuration des finances publiques du pays. En outre, alors que le gouvernement avait gardé cette information secrète pendant un an, il a finalement été révélé que le cabinet Lazard a été engagé pour 3 MUSD.

VENEZUELA

L'inflation de mars se clôture à 10,5 %, mettant fin à la tendance des six mois précédents.

Après six mois d'inflation mensuelle à un chiffre, les prix de l'économie vénézuélienne ont renoué avec une tendance d'inflation supérieure à 10 % mensuels en mars, celle-ci s'établissant à 10,5 % selon le rapport de l'Observatoire vénézuélien des finances (OVF). L'équipement ménager, avec 105,9 % d'inflation mensuelle, mais aussi les services (15,9 %), les communications (8,7 %) et l'alimentation (3,1 %) sont les secteurs qui ont connu les plus fortes hausses de prix le mois dernier. L'OVF alerte particulièrement sur la rupture brutale de la tendance, alors qu'en février dernier, l'inflation mensuelle était encore contenue à 1,7 %. A l'origine de cette hausse brutale serait notamment la réforme de l'impôt sur les grandes transactions financières (IGTF), une mesure que de nombreuses entités

commerciales et industrielles jugent particulièrement néfaste pour la reprise de l'économie. La Banque centrale du Venezuela (BCV), pour sa part, a publié un chiffre d'inflation pour mars de 1,4 %, le chiffre officiel le plus faible enregistré depuis août 2012. Il s'agit en outre de la première fois depuis de nombreuses années que la BCV publie un communiqué de presse pour rendre compte du comportement de l'IPC, alors qu'elle le fait habituellement sans annonce officielle et avec plusieurs mois de retard.

Citgo boucle une deuxième année consécutive de pertes financières.

Citgo, filiale de PdVSA et principal actif vénézuélien à l'étranger, a annoncé la clôture d'une deuxième année consécutive avec des finances dégradées. Les pertes financières nettes ont atteint 160 MUSD en 2021, selon le rapport annuel de la société. L'entreprise a attribué ses pertes à l'arrêt de deux semaines de sa principale raffinerie au Texas causé par la tempête Uri. L'installation a une capacité de traitement de 425.000 barils de pétrole par jour (bpj), mais n'a pas atteint sa pleine capacité en 2021. Les pertes financières sont néanmoins plus faibles qu'en 2020, lorsque le bilan comptabilisait des pertes de 667 MUSD. A l'inverse, en 2019, quand la société était encore sous contrôle de l'équipe de Juan Guaido et de l'ancienne Assemblée nationale d'opposition, la société avait enregistré un bilan positif de 246 MUSD.

Les graphiques de la semaine

Bilan épidémiologique de la région au 7 avril 2022.

	Contaminés		Décès		Population ayant reçu une 1ère dose		Population ayant reçu un schéma de vaccination complet	
	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	en % de la population	en nombre	en % de la population
Bolivie	902 749	75 525	21 897	1 832	1,3 M	11%	5,8 M	49%
Equateur	862 321	47 605	35 449	1 957	1,3 M	7%	13,8 M	77%
Colombie	6 084 551	117 403	139 607	2 694	7,1 M	14%	35 M	68%
Pérou	3 549 511	105 079	212 396	6 288	2,6 M	8%	26,1 M	78%
Venezuela	521 105	18 417	5 689	201	7,9 M	27%	14,3 M	50%
Am. du sud	56 299 715	n.d	1 289 808	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB			Déficit fiscal	Dettes publiques (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.	2022 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
BOLIVIE	11,5	38,7	-7.7	5.5	4,0	-8,5	59,3	107	+7	159	-3
COLOMBIE	50,3	282,2	-8.2	5.1	3,8	-9,4	59,3	83	0	67	-2
EQUATEUR	17,3	93,07	-7.5	2.5	3,5	-8,9	n.a	86	-1	129	-6
GUYANA	0,782	6,8	43.3	16.3	48,7	-5,6	36,9	122	-1	134	0
PEROU	32,5	188,4	-11.1	8.4	4,6	-9,4	21,9	79	+3	76	-8
SURINAME	0,581	2,8	-13.4	0.6	1,5	-13,9	n.a	97	+1	162	+3
VENEZUELA	27,9	n.a	-30	-10	-3,0	n.a	n.a	113	-20	188	0
ARGENTINE	45,3	382,7	-9.9	5.8	2,5	-11,4	n.a	46	+2	126	-7
BRESIL	211,4	1312,6	-4	3.6	1,5	-16,7	68,5	84	-5	124	-15
CHILI	19,4	245,4	-5.8	6.1	2,5	-8,7	14,6	43	-1	59	-3
MEXIQUE	128,9	1133,2	-8,2	5	4,0	-5,8	56,7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, octobre 2021), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international